

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu de la réunion du 26 octobre 2011**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**16 h 30**

**Présences** : C. Poirier (présidence), J-L. Bourdages, R. Brockington, S. Chatterton, C. Creran, S. Maguire, S. Mullen, A. Picotte, G. Phillips, L. Whitmore, A. Wong, M. Zinck, R. Zwicker, C. Danik, J. Ouellette, V. Guy.

**Absences justifiées** : G. Thibault-Gosselin, D. Martin.

### **1. Points aux fins d'approbation**

#### 1 a) Adoption de l'ordre du jour

Ajouter le point Pétition sur la négociation collective en 4 b).

Ajouter 5 c) Comité de planification stratégique

Ajouter 5 d) Comité consultatif des jeunes membres

**Résolution** : Il est proposé par S. Chatterton et appuyé par A. Picotte d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 b) Compte rendu du huis clos du 28 septembre 2011 (Huis clos)

#### 1 c) Compte rendu du 28 septembre 2011

Il est demandé d'ajouter qu'un bref rapport a été présenté au point Comité des communications.

**Résolution** : Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par C. Creran d'adopter le compte rendu.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

Un débat a lieu sur le contenu du compte rendu. Certains membres aimeraient voir plus de contexte pour les questions de fond.

Certaines suggestions et préoccupations sont soulevées :

- Cette question nécessite un examen des procédures du CEN.
- Le Comité de planification stratégique pourrait en discuter.
- Faire une demande précise qu'une question importante soit consignée dans le compte rendu.
- Enregistrer les réunions.
- Préoccupations sur l'affichage du compte rendu sur le site Web.

- Qu'en est-il des questions confidentielles?

#### 1 d) Comité des Statuts et des Règlements

Le CEN examine la modification apportée au paragraphe 33.6 – Contrôles financiers.

Modifier le paragraphe 33.6 comme suit :

33.6 Le CEN désigne comme signataires de l'Association, ~~conformément à l'article 8.0 des Statuts,~~ parmi les membres votants (**conformément à la définition du paragraphe 8.2**) du CEN : le président, les vice-présidents et un des administrateurs votants, ainsi que l'agent des finances et un des directeurs ~~exécutifs généraux~~ non votants (**conformément à la définition du paragraphe 8.6**) de la direction de l'Association. Deux signatures, dont une d'un membre votant, suffisent pour exécuter les opérations financières de l'Association.

**Résolution** : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par A. Picotte d'approuver la modification ci-dessus. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

## **2) Rapports**

### 2 a) Rapport du président

L'ACEP est une organisation dynamique. Le mois qui vient de s'écouler depuis notre dernière rencontre en est la preuve. Les dossiers sur lesquels nous travaillons depuis plusieurs mois commencent à porter fruits. Pour une première fois, nos membres pourront voter sur les modifications aux statuts et règlements, ainsi que sur les questions financières. Grâce aux efforts de l'équipe pilotée par Jean, les difficultés normales pour une première expérience ont été aplanies au fur et à mesure qu'elles survenaient.

Toujours au chapitre des communications, notre projet d'embaucher un agent des nouveaux médias et des relations externes arrive au but. Nous avons fait une offre à un candidat qui se joindra à nous à compter du 7 novembre. Ray, Jean et moi l'avons rencontré hier pour discuter des premières tâches qui lui seraient confiées. Je crois pouvoir dire que nous sommes très enthousiastes et avons bien hâte de passer à l'action.

Parlant de passer à l'action, au cours des derniers mois, l'ACEP a accentué ses efforts pour avoir une plus grande présence locale. Ainsi, notre rencontre avec les membres de Citoyenneté et Immigration débouchera bientôt sur une nouvelle section locale. L'une de nos sections locales, à la CISR, qui n'avait pas tenu d'assemblée annuelle depuis deux ans sera ravivée grâce à l'apport de sang neuf.

Les réunions se sont multipliées au cours du dernier mois. Il devient difficile de concilier le travail des comités et la négociation aux trois tables. Il est surprenant

de constater la lenteur avec laquelle les tables EC et TR progressent. Je dois avouer que je suis très préoccupé par les messages contradictoires que nous avons reçus du Conseil du Trésor depuis maintenant près d'un an. En effet, on nous demandait à l'automne 2010 de débiter des négociations exploratoires en mode « accéléré » et de prendre environ cinq jours pour arriver à un accord de principe. Nous avons alors tenu compte de la réaction de nos membres et refusé de négocier à la sauvette, plus de six mois avant l'échéance de nos conventions collectives.

Nous voilà à la table depuis plusieurs semaines et c'est le Conseil du Trésor, l'an dernier très pressé de négocier, qui semble vouloir retarder la conclusion de nouvelles conventions collectives. Claude Danik vous parlera plus en détails de la négociation tout à l'heure.

Le Conseil des dirigeants des sections locales s'est réuni hier soir. Certains d'entre vous étaient présents. La rencontre a été très fructueuse. Nous avons parlé de la négociation, du réaménagement des effectifs, de la pétition sur les coupes dans la fonction publique ainsi que de la campagne visant à changer la perception qu'a le public des fonctionnaires. Les participants ont demandé la tenue d'une nouvelle réunion vers la fin du mois. Claude Danik en a profité pour offrir aux sections locales de l'inviter à aller donner de l'information dans les sections.

Enfin, je vous rappelle que notre Assemblée générale annuelle a lieu le 14 novembre prochain.

## 2 b) Rapport du directeur général des Politiques

### Négociations collectives

- EC :
  - L'équipe de négociation EC a rencontré l'employeur à la table de négociation les 11, 12 et 13 octobre.
  - L'Association s'est efforcée de faire avancer les négociations le plus possible, mais l'employeur a adopté la position qu'il n'est pas disposé à accepter les propositions de l'ACEP avant d'avoir une vue plus claire de ce qu'un règlement pourrait inclure.
  - Il n'y a donc pas de progrès sur les questions de fond.
  - L'équipe de négociation de l'ACEP s'inquiète du rythme des négociations.
  - Des rencontres à la table sont prévues pour les 22, 23 et 24 novembre, et les 13, 14 et 15 décembre.

- TR :
  - Depuis la dernière réunion du CEN, l'ACEP n'a pas eu de rencontre de négociation à la table. Une journée de négociation a dû être annulée le 29 septembre pour raison de maladie.
  - Six autres journées de rencontres sont prévues d'ici la fin de 2011 : 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre; 19, 20 et 21 décembre.
- BdP :
  - Hélène Paris est la négociatrice *de facto* pour l'ACEP à la table de négociation avec la direction de la Bibliothèque du Parlement.
  - Les négociations avancent beaucoup mieux qu'aux tables du Conseil du Trésor.
  - Les parties se sont entendues sur plusieurs propositions et se dirigent, nous l'espérons, vers un règlement prochain.
  - Les parties ont échangé leurs points de vue préliminaires sur la question de l'indemnité de départ lors de départs volontaires.
  - La discussion sur les salaires commencera bientôt.
  - Afin de tenter d'en arriver à une entente, les parties ont exceptionnellement convenu de se rencontrer pendant des fins de semaine afin de régler les questions en suspens.
  - Une importante réunion est prévue pour le 31 octobre. Par la suite, les parties devront peut-être se rencontrer aux dates prévues du 5 novembre (samedi), 7 novembre (lundi) et 26 novembre (samedi).

### **Réaménagement des effectifs (RE)**

- Vous trouverez dans les documents du CEN pour ce mois-ci et les réunions des trois prochaines années un rapport sur le réaménagement des effectifs dans tous les ministères.
- L'ACEP a établi une procédure interne pour la collecte des informations sur les démarches de RE et connexes des ministères.
- Le rapport sera aussi distribué aux présidents des sections locales.
- Le but est de donner aux décideurs politiques de l'ACEP une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans la fonction publique.
- L'ACEP continue de se faire le défenseur du processus d'échange de postes que l'employeur est obligé de mettre sur pied.
- Les ministères ont donné une réponse décevante à la lettre du président de l'ACEP Claude Poirier leur rappelant leurs obligations.
- Il semble qu'ils continuent de mal interpréter la DRE et de croire qu'ils ne sont obligés d'établir un système d'échange de postes que si eux-mêmes déclarent des « employés optants ».

- Ceci contrevient à la DRE et donc à la convention collective, et l'ACEP évalue ses options.
- Les membres demandent plus d'information. Et je me suis porté volontaire pour rencontrer les membres à des assemblées organisées par les sections locales afin de passer en revue la Directive sur le réaménagement des effectifs.

### **Réunions avec les membres de l'ACEP**

- Je suis toujours disponible pour rencontrer les membres des sections locales; j'aime le contact et je pense que les membres apprécient l'information que je peux leur donner. N'hésitez donc pas à m'inviter; si je suis disponible, je viendrai.
- J'ai des réunions prévues avec les membres à CIC le 17 novembre, à Statistique Canada le 28 novembre et à la CISR le 29 novembre.

### **2 c) Rapport du directeur général des Opérations**

#### **Affaires internes**

Une commis d'administration, Mme Martine Corbeil-Huot, a été embauchée pour une période déterminée allant du 13 octobre au 3 décembre 2011, afin de pourvoir le poste d'Anita Bangiricenge. Des entrevues pour le poste d'agent des nouveaux médias et des relations externes ont eu lieu le 18 octobre. M. Pierre Lebel, le candidat retenu, entrera en fonction le 7 novembre.

#### **Causes devant les tribunaux**

##### **Boshra et l'ACEP (Cour d'appel fédérale)**

Nous poursuivrons l'affaire de la note de frais suivant le rôle de la Cour.

##### **Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)**

#### **Causes**

##### **C. Therrien c. ACEP**

Les deux plaintes de M. Therrien sur le droit de juste représentation (DJR) ont été rejetées par la CRTFP. Dans sa décision du 21 octobre 2011, le commissaire Stephan Bernard a indiqué ce qui suit dans ses motifs : « D'après les documents que j'ai examinés, il n'est même pas imaginable que la défenderesse ait agi arbitrairement, de mauvaise foi ou de façon discriminatoire, et qu'aucun des articles 185 à 190 de la *Loi* n'ait été violé. »

### C. Basic c. ACEP

Nous attendons encore la décision de la CRTFP.

### S. Boshra c. ACEP

L'audience sur la plainte de DJR de M. Boshra contre l'ACEP est provisoirement fixée au mois de mars 2012. La plainte sur le DJR de M. Boshra est fondée sur le refus de l'ACEP de le représenter pour l'arbitrage de son grief sur son renvoi en cours de stage. La CRTFP a rejeté le grief de M. Boshra sur son renvoi en cours de stage en juillet.

### Audiences

Il y a cinq audiences prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP pour la période d'octobre 2011 à avril 2012.

Ottawa	9 et 10 nov.	Hewat et coll. (discrimination)	TPSGC
Ottawa	10 au 13 janv.	Desfossés (discrimination – droits de la personne)	RHDCC
Ottawa	19 et 20 janv.	Hujaleh (discrimination)	RHDCC
Ottawa	16 au 20 avril	Chaudhary et coll. (discrimination – droits de la personne)	SC
Halifax	11 au 13 avril	Tench c. Ouellette et ACEP (DJR)	MDN

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

### Divers

#### Communications électroniques

Le nouveau système intégré de communications électroniques a servi pour envoyer la documentation de l'AGA et du vote. Là où nous envoyions auparavant des courriels à 2 500 membres, nous atteignons maintenant près de 8 000 membres, en grande partie grâce au travail du Comité des communications, du

personnel du bureau national et de notre fournisseur de service, InSite. Nous avons répondu à beaucoup de questions des membres, mais je suis heureux de dire que, même si le lancement a occasionné et continue d'occasionner un important surcroît de travail pour le personnel du bureau national, l'ensemble du processus de vote électronique et de communications électroniques a été déployé sans failles techniques. Selon le rapport préliminaire que nous avons, après moins d'une semaine, près de deux fois plus de membres avaient voté que pendant toute la période électorale en 2010. Nous ferons un suivi et enverrons un rappel aux membres qui n'ont pas encore voté, de façon régulière jusqu'à la fin du vote le 28 novembre.

### **3) Suivis**

#### 3 a) Réseau des employés professionnels

Il y a consensus de ne rien faire à ce sujet.

### **4) Questions de fond aux fins de discussion**

#### 4 a) Budget fédéral/réaménagement des effectifs

C. Danik présente un rapport à jour sur le réaménagement des effectifs.

#### 4 b) Pétition sur la négociation collective

Un débat a lieu sur la résolution présentée pour modifier le processus de négociation collective. C. Poirier signale qu'elle a été rejetée, car le nombre de signatures requis n'a pas été obtenu.

- Pas d'accord avec le processus actuel
- Changer la durée du mandat – 1 à 1 ½ an
- Discussion approfondie nécessaire pour effectuer le changement
- Besoin de connaître tous les faits
- Difficile de trouver des volontaires – question de disponibilité
- Les sections locales devraient être consultées

Il est convenu d'attendre que les négociations en cours soient terminées.

Ce point est **reporté**.

### **5) Comités**

#### 5 a) Comité des finances

Les états financiers d'août sont examinés.

#### Recommandation du Comité des finances

Il est proposé par C. Poirier et appuyé par R. Zwicker que le Comité des finances recommande au CEN d'approuver la création d'un poste d'ART (RE) bilingue pour une durée déterminée de jusqu'à 12 mois.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par R. Zwicker d'approuver la recommandation précédente. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### Assemblée générale concernant le budget

On discute de la façon d'améliorer la participation des membres. Peut-être pourrions-nous tenir l'AGB et l'AGA le même jour. Le Comité des Statuts et des Règlements pourrait examiner la question.

#### 5 b) Comité des communications

L'agent des nouveaux médias et des relations externes a été embauché. Il s'agit de Pierre Lebel. Il a beaucoup d'expérience avec les médias et connaît bien les nouveaux médias.

- Techniques d'animation et lancement en février
- Discussion au CEN avec P. Lebel comme modérateur
- Grossir la liste des courriels des membres

#### Plan de communication

- Un programme de relations avec les parlementaires est en cours d'élaboration. S. Chamberlain examinera le projet et travaillera avec P. Lebel, R. Zwicker et C. Poirier pour les relations avec les médias.
- Actualiser le protocole d'entente
- 400 à 500 membres et plus
- Beaucoup d'animation
- Revoir le protocole périodiquement – R. Zwicker agira comme relève
- Articles de promotion pour les membres, le CEN et les présidents de sections locales
- En 2012, de nouveaux produits de communication seront créés, auxquels les membres pourront s'abonner

#### Plateforme de discussion

- Lancement en janvier
- Sécurité – bac à sable – trop de travail
- Confiance dans les membres – vérifier à intervalles de 1 à 2 heures
- Il faut s'inscrire avec son vrai nom – pas de pseudonymes



### 5 c) Comité de planification stratégique

A. Wong fait le point verbalement.

- Réunion la semaine dernière – pas d'ordre du jour pour cette première
- Examen du rapport préparé par le consultant
- Formulation des priorités et des recommandations
- Certains points du rapport ont déjà été mis en œuvre (ex., plateforme et travail avec les autres syndicats)

### 5 d) Comité consultatif des jeunes membres

M. Zinck encourage les membres du CEN et les sections locales à faire la promotion de l'événement d'apprentissage à venir avec Dr.Karyn Gordon. C'est un bon investissement et pas cher.

### **6) Levée de la séance**

**Résolution :** Il est proposé par R. Zwicker et appuyé par L. Whitmore de lever la séance à 18 h 10.